

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 29 of Part I

By Mr : O'Sullivan and Ponzano

Status : Alternates

1) In paragraphs 2, 3 and 7, replace « *Council of Ministers* » by « *Council* ».

2) Add a new paragraph 9, drafted as follows :

« The implementation of the common foreign and security policy does not affect the Union's competences listed in Articles 11 to 13, 15 and 16 of the Constitution. »

Explanation :

1) The term « Council is used throughout the remainder of the text, while the term « Council of Ministers » appears only sporadically. Only one term should be used, for consistency reasons.

2) As stated in the commentary on Article 29 (CONV 685/03, page 15), the specific CFSP provisions do not affect the provisions for other policies and areas of external action. The text of the treaty itself must therefore contain an explicit provision (), so as to allow its implementation to be monitored, in the interest of both the institutions and the Member States (it is not enough to put this in a commentary). This is essential because the scope of CFSP is not defined in the Constitutional treaty and because different decision-making and control mechanisms will remain. The purpose of the proposed text is to maintain a provision similar to that of current Article 47 of the Treaty on the European Union, but to take the disappearance of the « pillars » into account.

In addition, this fits the conclusions of the discussion circle on the Court of Justice (CONV 689/03, point 7b).

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article 29 de la partie I

Déposée par M. O'Sullivan et M. Ponzano

Qualité : Suppléants

1) Dans les paragraphes 2, 3 et 7, remplacer « *Conseil des Ministres* » par « *Conseil* ».

2) Ajouter un paragraphe 9, rédigé comme suit :

« La mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune n'affecte pas les compétences de l'Union énumérées aux articles 11 à 13, 15 et 16 de la Constitution »

Explication :

1) L'expression « *Conseil* » est utilisée dans le reste du texte, contrairement à l'expression « *Conseil des Ministres* » qui n'apparaît que sporadiquement. Pour des raisons de cohérence, il convient de ne retenir qu'une seule terminologie.

2) Comme l'indique le commentaire sous l'article 29 (CONV 685/03, page 15), les dispositions spécifiques de la PESC n'affectent pas les dispositions des autres politiques et domaines de l'action extérieure. Une disposition explicite doit donc figurer dans le texte du traité lui-même, et pas seulement dans un commentaire, afin de permettre un contrôle de son respect, tant dans l'intérêt des différentes institutions que des Etats membres. . Ceci est particulièrement nécessaire en raison de l'absence de définition dans le traité constitutionnel du champ d'application de la PESC et du maintien de procédures de décision et de contrôle différentes. Le texte proposé vise à maintenir une disposition similaire à celle de l'article 47 du traité sur l'Union européenne, dans une formulation tenant compte de la disparition des « piliers ».

Ceci est en outre conforme aux conclusions du cercle de réflexion sur la Cour de justice (CONV 689/03, point 7b).